© Gerald / Pixabay

DOSSIER

La société française au défi de la mixité

Réalisé par Dominique Bruneau, Youssef Ettaï, Laurent Gomez, Laurent Kaufmann, Cécile Rossard et Alexis Torchet

La mixité sociale à l'École constitue un enjeu pour la société que l'on veut construire pour nos enfants ! Avec un enseignement privé qui ne joue pas le jeu, des collectivités territoriales qui entretiennent une ghettoïsation dans certains quartiers, l'école publique voit aujourd'hui son image se dégrader.

Pour le Sgen-CFDT, le système actuel doit être repensé, avec ses personnels, sur la base d'indicateurs, de partenariats, de contraintes clairement identifiés.

Une mixité de dispositifs

© Hans / Pixabay

C'est parce que des territoires concentrent une grande partie des difficultés socioéconomiques, et parce que des liens forts existent entre difficultés socioéconomiques et scolaires, que la nécessité s'est imposée de « donner plus, à ceux qui ont moins ». La politique de la ville cible les quartiers et tente d'y aider les publics les plus défavorisés à travers le dispositif dit des Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPPV). Elle soutient les cités éducatives qui accompagnent les jeunes dans l'articulation de leurs différents temps. Par les réseaux d'éducation prioritaire, l'État accompagne les collèges et écoles attachées, là où les difficultés sont les plus élevées. Avec les contrats locaux d'accompagnement (CLA), l'État délègue des moyens aux académies pour aider des écoles isolées, ou des collèges et écoles dont les indices de position sociale (IPS) sont proches de ceux des écoles prioritaires. L'École doit lutter, dans un flou constant, pour faire valoir son droit à la priorité…

L'empilement de ces dispositifs prévaut parfois sur leur complémentarité. Et des moyens peuvent trouver leurs limites faute de temps, de coordination, de présence et d'énergie humaine pour les faire vivre sur des temps éducatifs longs. Des quartiers restent bien prioritaires et les aides renforcées sont à soutenir. Les efforts doivent permettre de bouger des lignes dans et hors la classe.

Aujourd'hui, l'hétérogénéité est à la fois un objectif et une solution pour sortir de l'éducation prioritaire. Mais elle est aussi, sur le terrain, vécue comme source de difficulté. La finalité est-elle de « gérer » l'hétérogénéité comme le préconisent les textes ? La « lisser » ? L'externaliser ? Que veut dire accueillir la mixité dans ce système ? • **C. R.**

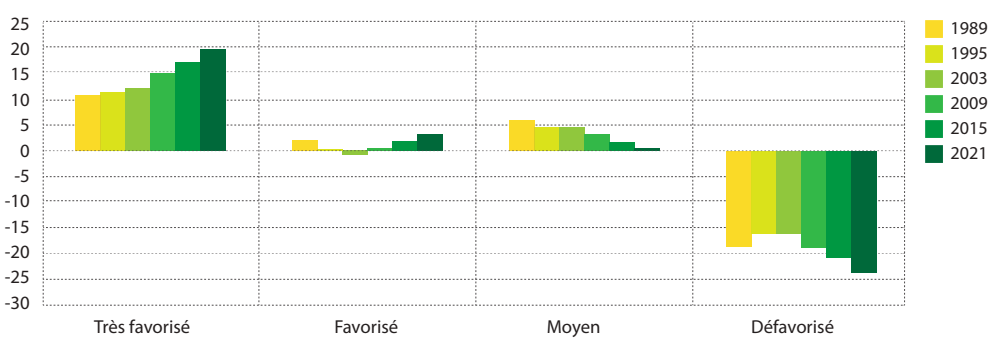
LE FAIT QUE LES POPULATIONS SE MÉLANGENT, se rencontrent et partagent des expériences, rend possible la vitalité d'une société démocratique. La relégation ou le communautarisme renforcent les mécanismes de violence et de rejet. Et on sait que pour faire face aux défis climatiques, il faudra faire preuve de cohésion et de solidarité.

La mixité sociale et la mixité scolaire sont des mots qui ont complètement disparu du vocabulaire du chef de l'État et de son nouveau ministre de l'Éducation nationale. On sait que l'Éducation est devenue un domaine réservé mais pour quel projet ? Les émeutes de juin 2023 ont renvoyé au pays et au monde une image très altérée d'une partie de sa jeunesse, notamment celle des quartiers populaires. Et deux mois après, aucune réponse du système éducatif.

La lutte contre les inégalités scolaires et sociales a commencé avec la mise en place des zones d'éducation prioritaire (Zep) dans les années 80 après les émeutes de Vaulx-en-Velin. Selon le principe de donner plus à ceux qui ont moins, les établissements scolaires situés dans des quartiers difficiles ont été dotés de moyens supplémentaires. Les dotations ont joué sur les effectifs en classe ou sur un régime de prime à destination des personnels exerçant dans ces territoires. En 40 ans, cette politique a été relancée plusieurs fois, avec la création des Rep+ notamment. Depuis 10 ans, on constate l'empilement d'autres mesures (lire ci-contre) sans qu'il y ait forcément un pilotage cohérent au niveau national. Les évaluations internationales, notamment Pisa, soulignent que la corrélation entre le milieu socio-économique et la performance est bien plus marquée en France que dans la plupart des autres pays de l'OCDE.

Par ailleurs, cette politique ne couvre pas l'ensemble du territoire et certaines zones sont encore très ségrégées (certaines régions rurales pauvres) ; des populations défavorisées vivent également dans des espaces sans politique compensatoire. De fait, l'orientation en lycée professionnel reste majoritairement inégalitaire. Le collège est organisé comme un petit lycée qui devient une gare de triage. Les enseignants de la voie pro-

Évolution des écarts de composition sociale entre collégien·ne·s du secteur privé et du secteur public parmi les entrants en 6e, en points de pourcentage.



Source : Depp, panels d'élèves entrés en 6e en 1989 et 1995 ; Système d'information scolarité.

lynx / GFR 1.0 / wcsa-2.5.2.0.1.0

85 % DES ÉLÈVES PAUVRES SONT À MOINS D'UN QUART D'HEURE À PIED D'UN ÉTABLISSEMENT FAVORISÉ.

fessionnelle accueillent le plus souvent des élèves orientés par défaut et venant de milieux populaires. Dans les lycées généraux et technologiques, il n'y a plus de mécanismes compensatoires – même lorsqu'ils sont situés dans des territoires socialement défavorisés.

Les sciences sociales dans leur ensemble ont montré à quel point le destin scolaire est un destin social, tant l'échec prématuré à l'école et la formation initiale pèsent au moment d'intégrer le marché de l'emploi. Cette logique impacte également la vie démocratique : une grande majorité des jeunes de milieu populaire ne vote plus aux élections, renforçant ainsi le poids de ceux qui votent en faveur de l'extrême droite.

Certains projets porteurs d'espoir et de résultats ont été abandonnés. Les 4,5 jours de classe en primaire apportaient une véritable réponse aux enfants de milieux modestes. Dans son rapport sur l'École et la grande pauvreté [1], Jean-Paul Delahaye montre que les enfants de classe populaire n'accèdent pas aux loisirs quand il n'y a pas cours. Ils restent donc plus longtemps sans être sollicités cognitivement par rapport à leurs camarades de milieux plus favorisés. Or, pour la plupart, les leviers d'action proposés par J.-P. Delahaye n'ont pas été activés.

ET POURTANT ÇA FONCTIONNE

Si la réduction des inégalités scolaires n'est plus portée au plus haut sommet de l'État, on peut tout de même constater que des initiatives sont prises au niveau local (département, métropole) pour changer les choses. Cela a une incidence sur le devenir des élèves mais aussi sur les conditions de travail des collègues.

L'économiste Youssef Souidi, qui a participé à l'expérience de collèges recrutant sur plusieurs secteurs dans la capitale, montre bien que l'expérience est profitable pour tous les élèves [2]. Les familles issues de milieux favorisés qui ont pu être effrayées au début de l'expérimentation ont finalement fait le pari de l'école publique, sans regret. Youssef Souidi a également coordonné une étude qui montre que 85 % des élèves pauvres sont à moins d'un quart d'heure à pied d'un établissement favorisé, mais celui-ci est privé. Pourtant la Fep-CFDT et le Sgen-CFDT ont signé plusieurs appels à ouvrir l'accès à l'enseignement privé à toutes les catégories sociales. Tout le monde aurait à y gagner.

Les pratiques pédagogiques différenciées, la gestion de classes hétérogènes

Répartition des collèges par proportion d'élèves de milieu très favorisé et défavorisé, rentrée 2021.

	Secteur	Proportion moyenne (en %)	1er décile	1er quartile	Médiane	3e quartile	9e décile
Élèves de milieu défavorisé	Public	42,6	23,8	32,6	42,6	53,4	63,8
	Privé sous contrat	18,3	5,7	10,6	19,9	29,9	39,2
	Ensemble	37,4	14,6	25,7	37,8	49,8	61
Élèves de milieu très défavorisé	Public	19,5	5,8	9,7	15,2	23,6	34,5
	Privé sous contrat	40,1	12,8	18,8	29,4	46	63,9
	Ensemble	23,9	6,6	10,9	17,4	28,6	44,6

Source : Depp, Système d'information scolarité.

suite de la p. 8.

ne sont pas des évidences pour les collègues enseignants à priori. Mais les témoignages de Mathilde Mangado et Gilles Graber (lire p. 12) montrent l'apport de la diversité dans leur travail quotidien et dans la vie de l'établissement.

On ne peut que déplorer l'absence de volonté politique de remettre ce sujet à l'agenda. Même si la peur de la rencontre avec l'altérité est compréhensible (elle touche aussi les populations de milieu modeste comme le montre Farid Ben Moussa de l'association No ghetto ! – voir p. 12 également), la vitalité et la cohérence de notre démocratie ne peuvent que sortir renforcées de davantage de mixité. Les enfants de milieux défavorisés pourront croire en la possibilité d'un avenir meilleur et les enfants de milieux favorisés seront plus adaptés pour leur vie future. C'est ensemble qu'ils auront à construire le monde de demain.

[1] « Grande pauvreté et réussite scolaire : le choix de la solidarité pour la réussite de tous », mai 2015, https://urlz.fr/jme3

[2] Voir notamment Hugo Botton et Youssef Souidi, « Le collège d'à côté », *La Vie des idées*, 2022.

La mixité sociale favorise-t-elle la réussite des élèves ?

La mixité sociale joue sur la réussite des élèves au sens large, en agissant sur l'orientation et le parcours professionnel. Les études montrent qu'il n'y a pas de stratégie gagnante à concentrer les difficultés scolaires et sociales dans un seul établissement ou une même classe. Au sein d'une classe, c'est un manque d'émulation assuré, avec des difficultés scolaires accumulées et des interruptions de cours. Au niveau d'un établissement, le manque de mixité va mobiliser les équipes éducatives sur des questions qui ne se posent pas dans des établissements plus favorisés socialement. Ainsi, quand l'épidémie de Covid-19 a provoqué la fermeture des établissements, ceux qui concentraient les difficultés scolaires ont eu une charge beaucoup plus lourde pour « raccrocher » leurs élèves que ceux dont le public était plus favorisé socialement. Mais la mixité sociale est également un vecteur de cohésion sociale, car elle permet la rencontre entre des personnes d'origine et de culture différentes. Concentrer des élèves ayant le même profil social réduit leur chance de découvrir d'autres professions, d'autres milieux sociaux. C'est limiter l'étendue des possibles. Attention, ce n'est pas mal d'être ouvrier ou artisan, mais les élèves doivent pouvoir se projeter vers un éventail large de métiers et de filières d'études – cela dans une perspective d'égalité des chances.

Y a-t-il un consensus de la recherche sur le fait que la mixité sociale profite finalement aux milieux les plus défavorisés ?

L'effet de la mixité sociale sur la réussite scolaire ne fait pas consensus parce que les contextes étudiés sont très différents d'une étude à l'autre. Mais de façon générale, on va constater un effet plutôt positif de la mixité sur les résultats des élèves de milieu défavorisé et peu d'impact sur les élèves de milieu favorisé. L'intensité de l'impact sur la réussite à court terme est discutée, des chercheurs vont dire que cela joue, d'autres non. Pour certains, cela joue non pas parce qu'il y a des élèves défavorisés mais parce que les établissements les plus défavorisés ont du mal à attirer des enseignants expérimentés et à les garder : une plus grande mixité sociale peut avoir un effet sur l'attractivité des établissements auprès des enseignants. Quant aux effets de la mixité sociale à moyen et long termes, quand on regarde l'orientation ou les trajectoires professionnelles, ils font davantage consensus.

Youssef Souidi*

“pour traiter la question de la ségrégation sociale de façon ambitieuse, on ne peut se passer d’une réflexion sur le privé”

* CHERCHEUR POSTDOCTORANT AU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS) ET À L’UNIVERSITÉ PARIS DAUPHINE-PSL

Qu’en est-il pour les personnels ?

Il y a un réel enjeu d’accompagnement de cette politique de mixité. Introduire une plus grande diversité sociale au niveau des publics scolaires ne suffit pas, notamment parce que les enseignants en France se disent assez peu formés à la gestion de l’hétérogénéité.

Parlons de l’expérimentation parisienne des multi-collèges [1]…

L’expérience emblématique a concerné les collèges Berlioz et Coysevox, situés dans le 18e arrondissement à quelques minutes l’un de l’autre, mais à la composition sociale radicalement opposée. Nous avons suivi cette expérimentation avec Julien Grenet, chercheur au CNRS. Pour intégrer de la mixité sociale, le choix a porté sur une « montée alternée » : selon les années paires ou impaires, l’entrée en 6e se faisait dans l’un ou l’autre collège, et l’ensemble de la scolarité s’y déroulait. Cela a permis un secteur de recrutement plus mixte. Les parents favorisés qui auraient mis leur enfant dans le privé pour éviter d’avoir à les scolariser dans le collège de secteur avec la population plus défavorisée sont ainsi restés dans le public. Avec cette procédure, on embarque une cohorte complète d’élèves donc les fuites vers le privé sont plus difficiles. D’autre part, les parents sont rassurés que leur enfant reste avec des camarades de l’école primaire. Des moyens ont également été engagés, par exemple en limitant le nombre d’élèves à 25.

Cette expérimentation est-elle généralisable ?

Avec le sociologue Hugo Botton, nous avons montré que lorsqu’on trouve cette configuration de collèges géographiquement proches mais très différents socialement, il s’agit en général d’un collège public et d’un collège privé. On peut retrouver le schéma des deux collèges publics parisiens de l’expérimentation dans d’autres grandes villes car c’est là que la densité de l’offre scolaire est importante. Cela dit, pour traiter la question de la ségrégation sociale de façon ambitieuse, on ne peut se passer d’une réflexion sur le privé, ses modalités d’admission et son financement. • Propos recueillis par Dominique Bruneau

[1] *Cf.* Julien Grenet et Youssef Souidi, « Renforcer la mixité sociale au collège : une évaluation des secteurs multi-collèges à Paris », rapport de l’Institut des politiques publiques n° 31 – février 2021 : https://vu.fr/pTJU

L’entretien intégral est à lire ici : https://vu.fr/ZARa

Témoignages

Propos recueillis par Dominique Bruneau

ENSEIGNANTE EN COLLÈGE DANS UNE CITÉ ÉDUCATIVE REP+ DU PLATEAU DES MINGUETTES À VÉNISSIEUX, **Mathilde Mangado** TÉMOIGNE DES EFFETS DE LA NON-MIXITÉ SUR LE CLIMAT SCOLAIRE.

« Il n'y a pas de mélange des codes sociaux, les jeunes restant enfermés dans leur milieu d'origine. […] Cela joue évidemment […] sur leur ouverture culturelle et sur leurs projections professionnelles. Quand autour de soi, les gens travaillent essentiellement dans la sécurité, l'accompagnement à la personne ou l'artisanat, le seul modèle sera de tendre vers ces métiers. […] Pour moi, les problèmes de climat scolaire apparaissent quand les élèves n'ont pas les mots pour exprimer leurs émotions, ou ont une culture qui n'y invite pas. […] L'ouverture et la tolérance peuvent être énormes sur certains sujets (difficulté, handicap…) et totalement absentes sur d'autres (religion, homosexualité). »

L'entretien intégral est à lire ici : https://vu.fr/OAdU

LE COLLÈGE EN ÉDUCATION PRIORITAIRE DANS LEQUEL ENSEIGNE **Gilles Graber** EST IMPLANTÉ DANS UN BEAU QUARTIER DU CENTRE VILLE DE MARSEILLE, MAIS LA MIXITÉ SOCIALE DE SES ÉLÈVES NE REFLÈTE PAS LA DIVERSITÉ DE SA ZONE DE RECRUTEMENT EN RAISON D'UNE FORTE CONCURRENCE AVEC LE PRIVÉ.

« Qu'on le veuille ou non, il y a aujourd'hui une compétition scolaire et celle-ci se joue aux dépens du public, car le privé choisit ses élèves […]. Il a cependant les mêmes financements que le public. Nous disposons en théorie d'un meilleur taux d'encadrement, mais ce supplément d'heures a tendance à être rogné chaque année. Et si le privé a plus d'élèves par classe, son public est souvent plus facile à gérer. Il faut rendre l'école publique plus compétitive en diminuant de façon importante le nombre d'élèves par classe et permettre un meilleur suivi individualisé. La question de l'égalité est complètement hypocrite car les besoins, notamment humains, sont complètement différents. »

L'entretien intégral est à lire ici : https://vu.fr/fFvkw

TRÉSORIER DE L'ASSOCIATION NO GHETTO ! [1], **Farid Ben Moussa** VIT AUX MINGUETTES À VÉNISSIEUX.

Mixité sociale et d'origine. Réunir à l'École des enfants de milieux différents changera leur vie, la qualité du vivre-ensemble et la qualité de vie au travail des enseignants. La mixité n'est pas qu'une affaire de revenus. En milieu rural, le niveau de vie est souvent proche de celui des quartiers ghettoïsés, mais les climats scolaires n'ont rien à voir. C'est pour cela que No Ghetto ! défend une mixité « sociale et d'origine ».

Aux Minguettes… Des enfants ne parlent plus français après la classe, et certains parents ne le parlent pas à la maison. Au restaurant scolaire, des élèves sont agressés parce qu'ils mangent du porc. Face à cela, des parents choisissent le privé. Pourtant, ces enfants qui vivent en vase clos sont en France et devront un jour se confronter à d'autres jeunes, sans avoir les codes. Si on met des petits maghrébins dans un quartier mixte, à aucun moment on aura un problème de vêtement religieux ou de discours fondamentaliste. Ce sont des effets de bande. Aussi, quand les autorités décident de construire un immeuble entre les deux pires quartiers, en matière de mixité, de la banlieue lyonnaise, elles enferment ces populations ensemble. Personne ensuite n'assume la responsabilité des choix d'implantation des établissements scolaires : communes, agglomération, département, Éducation nationale, État. La loi Peillon de 2012 incite certes les autorités territoriales à créer de la mixité, mais elle n'est pas assez contraignante. No Ghetto ! se bat pour que cela change, car on voit que la mixité sociale, tout le monde en parle mais personne n'en veut.

Sortir de la peur. Dans les quartiers défavorisés, les familles veulent garder les enfants dans leur giron, maintenir les traditions ; les islamistes refusent qu'ils s'ouvrent à d'autres horizons ; les dealeurs ont besoin d'eux pour leur trafic. Cela cultive la peur de l'ailleurs. Certes, les familles misent sur une ascension sociale, mais pas trop rapide car n'ayant pas un niveau scolaire élevé, laisser réussir les enfants au sens où on l'entend en France est du domaine de l'abstrait. Dès lors, parler avec elles ne sert pas à faire évoluer les choses. C'est du ressort des pouvoirs publics. Or les politiques, aujourd'hui, sont responsables de la ghettoïsation. Il est fondamental aussi de changer la loi, d'instaurer une carte scolaire mixée…

[1] L'association No Ghetto ! œuvre pour une mixité sociale et d'origine dans les collèges de la métropole lyonnaise et d'ailleurs, https://no-ghetto.fr/

L'entretien intégral est à lire ici : https://vu.fr/EoZAo

Ferroudja Allouache*
“les dispositifs contribuent grandement à améliorer l’égalité des chances”

* MAITRESSE DE CONFÉRENCES EN LITTÉRATURES FRANÇAISE ET FRANCOPHONES À L’UNIVERSITÉ PARIS 8-VINCENNES-SAINT-DENIS, CHARGÉE DE MISSION DES CORDÉES DE LA RÉUSSITE ET VICE-PRÉSIDENTE D’AIDE À LA RÉUSSITE ÉTUDIANTE.

Qu’est-ce qui t’a amenée à t’engager pour la réussite étudiante ?

J’initie depuis 2010 les publics allophones et réfugiés à la culture générale via le cinéma, la presse, la littérature, pour qu’ils s’immergent dans ce qui nous permet de faire société. En 2017, la présidente de l’université Paris 8-Vincennes–Saint-Denis m’a confié une mission sur les Cordées de la réussite[1] et, en 2021, je suis devenue vice-présidente en charge de l’aide à la réussite étudiante et des Cordées.

Quels effets de ces dispositifs ?

Les étudiants de licence s’épanouissent dans les études supérieures, mais ils ont aussi parfois besoin de se réorienter, de dépasser le sentiment de honte en raison de leur milieu d’origine et la peur de l’échec… Nous aidons en particulier les filles à envisager des études en mathématiques ou en informatique où elles sont sous-représentées du fait de l’autocensure.
Les dispositifs contribuent grandement à améliorer l’égalité des chances. L’université est partenaire avec des lycées – de Seine-Saint-Denis essentiellement – et nous accueillons des collégiens souvent surpris lorsque les étudiants rencontrés ne savent pas ce qu’ils voudraient faire. Cela leur permet de relativiser leurs propres inquiétudes face à l’orientation.
Cependant ces dispositifs sont chronophages et les moyens financiers alloués (subventions du ministère, de la région et de la préfecture) limités, couvrant à peine les rémunérations des étudiants tuteurs et les actions comme les ateliers de théâtre ou d’éloquence.

Quelles relations avec les enseignants du secondaire ?

Des rencontres sont organisées afin de présenter les formations, les attendus et la procédure compliquée et lourde qu’est Parcoursup. Très demandeurs, ils relaient les informations auprès de leurs élèves. Le constat est partagé : les inégalités dans les acquisitions de compétences fondamentales se sont accentuées, notamment en langue écrite.

L’action dont tu es le plus fière ?

C’est « fac à l’essai », une immersion en licence 1. Les lycéens participent à un cours puis font des recherches à la bibliothèque universitaire, s’émulant et s’entraidant. Cette démarche a fortement intéressé les responsables de la BU qui l’ont adaptée aux nouveaux étudiants de licence 1.

Ton engagement est-il partagé au sein du monde universitaire ? Quid de la reconnaissance par l’institution ?

Paris 8 a une politique engagée, mais une fragilité au niveau structurel demeure : l’aspect recherche l’emporte sur la pédagogie. Aussi, face à l’augmentation du nombre d’étudiants et à la pénurie financière, on se retrouve écrasé par les injonctions ministérielles contradictoires. • Entretien réalisé par Youssef Ettaï

[1] https://www.cordeesdelareussite.fr/

LE SGEN-CFDT REVENDIQUE :

- **Des états généraux des quartiers sensibles réunissant l’ensemble des acteurs pour aboutir à un véritable plan global d’actions.**
- **La constitution d’équipes pluriprofessionnelles complètes dans les écoles, collèges et lycées.**
- **Des dotations aux établissements (publics comme privés) d’un bassin de formation modulées selon l’écart par rapport à l’indice de position sociale (IPS) moyen du territoire.**
- **La révision des programmes d’enseignement trop chargés.**
- **Un dialogue social aux niveaux national et déconcentré sur la pleine scolarisation et la continuité éducative pour tous.**